

VINGT-CINQ ANS AVANT LES AMÉRICAINS, UN AUTRE RETRAIT SANS GLOIRE

Retour sur l'expérience communiste en Afghanistan

Interrogé par « Le Monde » sur le départ, prévu en 2014, des troupes occidentales d'Afghanistan, l'ambassadeur russe à Kaboul n'a pu s'empêcher d'évoquer l'expérience — et les erreurs — de l'Union soviétique dans les années 1980. Mais il y a trente ans, l'URSS s'appuyait sur un mouvement communiste autochtone. Lequel, indocile et divisé, a précipité l'engagement de Moscou dans un conflit meurtrier.

PAR CHRISTIAN PARENTI

DEVANT les maisons de thé et les étals de Kaboul, on tombe parfois sur le portrait d'un homme sévère au visage rond, arborant moustache et cheveux noirs. C'est celui de Mohammed Najibullah, dernier président communiste du pays. Membre du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (People's Democratic Party of Afghanistan, PDPA) depuis la fin des années 1960, il a longtemps dirigé la police secrète, avant d'être porté à la tête de l'Etat en 1986. Après le retrait des forces soviétiques, en 1989, Najibullah s'accroche au pouvoir pendant trois ans. Il périt aux mains des talibans en 1996.

Quand on interroge les habitants de Kaboul sur ces affiches et cartes postales à la gloire de leur ancien dirigeant, les réponses se ressemblent. Pour certains, « *c'était un président fort, on avait une armée puissante* »; pour d'autres, « *à l'époque, tout fonctionnait bien, Kaboul était propre* ». Le propriétaire d'une maison de thé explique simplement que « *Najib a combattu le Pakistan* ». Ainsi, on ne se souvient pas tant du « communiste » — un terme vague pour de nombreux Afghans — que du modernisateur et du patriote.

Pour comprendre les raisons qui ont fait de Najibullah un tel emblème, il faut se replonger dans l'histoire des relations de l'Union soviétique avec l'Afghanistan. L'intérêt de l'URSS pour cette région ne date pas de la guerre froide. Dès les années 1920, elle combattait les rebelles musulmans dans les zones limitrophes d'Asie centrale. La décennie suivante, elle écrasait ces *basmaci* (bandits) avec l'aide de l'armée royale afghane. La stabilité du pays était alors perçue comme un enjeu crucial pour la sécurité de l'Asie centrale soviétique. A partir du début des années 1950, l'Afghanistan compte parmi les quatre plus gros bénéficiaires de l'aide de Moscou, qui envoie des ingénieurs et invite des milliers d'étudiants, de techniciens et de militaires pour les former.

« Une affaire
improvisée dans la
hâte »

A la fin de la décennie, les Etats-Unis s'intéressent eux aussi à l'Afghanistan. Une concurrence s'instaure entre les deux superpuissances, qui rivalisent de générosité pour « aider » la population locale (1). Les Américains dressent un barrage sur le fleuve Helmand afin d'irriguer et d'alimenter en électricité les régions désertiques du Sud; les Russes construisent le tunnel de Salang — l'un des plus hauts du monde — pour relier les régions du Nord et du Sud. Les premiers fournissent l'électronique, les systèmes de communication et le radar de l'aéroport de Kaboul; les seconds en conçoivent l'infrastructure.

De manière surprenante, les premiers chefs des moudjahidins (les partisans de la lutte contre les Soviétiques), dont M. Ismaïl Khan, qui a lancé la rébellion à Herat en 1979, étaient d'anciens militaires formés en URSS. Et, à l'inverse, une partie des intellectuels afghans, comme le premier ministre Hafizullah Amin, ont fait leurs études aux Etats-Unis avant de devenir militants communistes, puis membres du gouvernement.

Le coup d'Etat communiste d'avril 1978 apparaît comme la conséquence indirecte d'une précédente révolte. A partir de 1969, en effet, l'Afghanistan connaît plusieurs années de sécheresse et de famine. Quatre ans plus tard, le peuple meurt littéralement de faim dans la province de Ghor, au centre du pays. Le général Mohammed Daoud renverse son cousin, le roi Mohammed Zahir Chah, abolit la monarchie, puis établit un gouvernement républicain. Il devient, en 1973, le premier président de la République d'Afghanistan.

Une fois au pouvoir, Daoud perpétue ce qui était alors une politique économique assez répandue, recourant à la planification et à l'investissement public pour bâtir un secteur industriel privé et créer un marché intérieur. Le traitement de ses ennemis politiques — les islamistes et les communistes, eux-mêmes opposés les uns aux autres — mêle la répression et la cooptation. Mais l'hostilité grandissante à leur rencontre conduit certains islamistes, tels le Tadjik Ahmed Chah Massoud et le Pachtoun Gulbuddin Hekmatyar, à s'exiler au Pakistan.

La violence du régime précipite également les événements de 1978, cette « *affaire improvisée dans la hâte* », selon les mots de Jonathan Steele (2). Le 17 avril, Mir Akbar Khyber, un membre influent et apprécié du PDPA, est assassiné en pleine rue. Les soupçons se portent d'emblée sur le gouvernement. Deux jours plus tard, le PDPA organise une manifestation de protestation qui rassemble près de quinze mille personnes et se termine par une rafle policière. Craignant que celle-ci ne soit qu'un prélude à leur extermination, les militaires communistes attaquent le palais présidentiel, tuent Daoud et prennent le pouvoir.

Les responsables soviétiques, notamment ceux du KGB en poste à Kaboul, sont pris de court. Selon eux, l'Afghanistan n'est pas plus mûr pour le socialisme que le PDPA n'est prêt à gouverner. Le parti est en effet déchiré entre deux factions. Le Khalq (« le Peuple »), le courant majoritaire et radical, a organisé le coup d'Etat. Il tire son soutien de la population parlant le pachtou qui s'est installée depuis peu dans les villes pour trouver du travail et pour accéder à l'éducation. Frange minoritaire et modérée, le Parcham (« l'Etendard ») est quant à lui ancré dans les classes moyennes urbaines qui parlent le dari.

Le début de règne du Khalq est sanglant. Quarante généraux et alliés politiques de Daoud, dont deux anciens premiers ministres, sont exécutés sommairement. Parmi les autres personnes emprisonnées ou assassinées, des islamistes, des maoïstes et même des membres du Parcham.

Cette violence suscite l'inquiétude des Soviétiques. Malgré diverses réformes progressistes — interdiction du mariage des enfants, réduction de la dot, annulation des emprunts immobiliers ruraux, campagne d'alphabétisation pour les hommes et les femmes (chaque groupe étant éduqué séparément), réforme agraire, etc. —, des erreurs de gestion suscitent la réaction brutale d'une partie de la population (3).

M. Saleh Mohammed Zeary, un vieux responsable communiste dont Steele a retrouvé la trace dans un immeuble modeste de Londres, explique la résistance en ces termes : « *Au début, les paysans étaient heureux, mais quand ils ont su qu'on était communistes, ils ont changé d'attitude. Le monde entier était contre nous. Ils ont dit qu'on ne croyait pas en l'islam, et ils n'avaient pas tort. Ils voyaient*

bien qu'on ne priait pas. On a affranchi les femmes du poids de la dot et ils ont dit qu'on était partisans de l'amour libre. » Un autre ancien membre du PDPA, également installé dans la capitale britannique, se rappelle que les dirigeants du parti au pouvoir « *voulaient éradiquer l'analphabétisme en cinq ans. C'était ridicule. La réforme agraire n'était pas populaire. Ils promulquaient des décrets prétendument révolutionnaires qu'ils voulaient appliquer par la force. La société n'était pas prête. Le peuple n'avait pas été consulté* ».

Conçues dans l'urgence, les réformes du PDPA souffrent de la vieille division de la société afghane entre villes et campagnes. Les jeunes citadins idéalistes et éduqués ne comprennent pas le monde rural et souhaitent le remodeler, tandis que les habitants de villages aux murs de terre séchée ne montrent aucune sympathie pour la bureaucratie urbaine. Que les dimensions sociales et culturelles des réformes aient été mal accueillies car elles menaçaient les privilèges des mollahs, des *maliks* (chefs de village) et des grands propriétaires n'a rien de surprenant; mais, plus troublant, les aspects économiques progressistes du programme se sont également vus rejetés par une paysannerie dévote.

Bien que pauvre et inégalitaire, l'Afghanistan des années 1970 ne souffre pas de la concentration agraire qui caractérisait, par exemple, la Chine et le Mexique prérévolutionnaires. Comme l'explique Steele, les paysans avaient souvent « *des liens religieux, claniques et familiaux avec leurs propriétaires et n'étaient pas prêts à outrepasser leur autorité* ». La société rurale, qui a toujours joui d'une certaine autonomie par rapport à Kaboul, se sent menacée. Elle se tourne progressivement vers la résistance armée, rejoignant les partis islamistes qui ont fui au Pakistan durant la répression orchestrée par Daoud.

Certaines erreurs techniques enveniment encore la situation pour le PDPA. Dans leur hâte, les communistes de Kaboul redistribuent la terre, mais pas l'eau : une faute qui révèle leur ignorance de l'agriculture locale. Ils abolissent le système de prêts financiers iniques des bazars, mais n'établissent pas de programme de crédit de substitution pour aider les paysans démunis. De leur côté, les Soviétiques ne cessent d'inviter Kaboul à abandonner ou à différer les réformes les plus radicales.

Les communistes ne sont pas les premiers modernisateurs afghans à connaître des déconvenues. Le « prince rouge », Amanullah Khan, qui avait expulsé les Britanniques en 1919, fut détrôné dix ans plus tard par une rébellion tribale qui s'opposait à sa politique de modernisation d'inspiration kémaliste. Il avait imposé une réforme agraire minimale, donné le droit de vote aux femmes et commencé à éduquer les filles. Les élites rurales ont apprécié les belles routes, mais pas les impôts pour les financer; le peuple des campagnes a accepté les améliorations agricoles et l'éducation, mais pas l'assaut contre le patriarcat.

Gagner les cœurs et les esprits

Cinquante ans plus tard, le PDPA affronte le même type de résistance religieuse. Pour tenter de l'éteindre, les responsables communistes n'hésitent pas à manifester — du moins en public — une soudaine piété, en priant et en se rendant à la mosquée. Des efforts tardifs et insuffisants : en mars 1979, les officiers islamistes de Herat se rebellent, sans doute inspirés par la révolution iranienne — un mois plus tôt, le chah fuyait l'Iran et l'imam Rouhollah Khomeiny faisait son retour à Téhéran.

Le soulèvement et son écrasement militaire, auquel ont participé des pilotes soviétiques, n'ont pas été aussi sanglants qu'on l'a souvent dit. « *Même si la presse et certains historiens occidentaux continuent d'affirmer que les rebelles ont massacré jusqu'à une centaine de citoyens soviétiques résidant à Herat, affirme Rodric Braithwaite, le total des victimes soviétiques ne semble pas avoir dépassé le nombre de trois.* » Quant au bombardement intensif de la ville par le gouvernement communiste, il n'a pas non plus fait des milliers de victimes.

Après Herat, d'autres garnisons se mutinent. Les Soviétiques envoient de nouveaux conseillers en Afghanistan et commencent à élaborer un plan de déploiement de leurs forces terrestres. Depuis l'été,

les Etats-Unis fournissent de l'argent et des armes aux moudjahidins afin de préparer des assauts contre les forces gouvernementales et les infrastructures publiques à partir du Pakistan.

Pendant ce temps, le conflit au sein du PDPA s'aggrave : les différends personnels et idéologiques engendrent des affrontements entre le Khalq et le Parcham, ainsi qu'au sein du Khalq lui-même. En septembre 1979, le président Noor Mohammed Taraki est attaché à un lit et étouffé sous un oreiller : un assassinat commandité par le premier ministre Hafizullah Amin, son camarade et concurrent au sein du Khalq. Les dignitaires soviétiques, qui considéraient Taraki comme le plus flexible des deux rivaux, sont scandalisés par ce meurtre. La paranoïa s'empare du Kremlin, où l'on craint que l'assassin ne soit un agent des Etats-Unis.

Une vieille histoire : dans les années 1960, Amin avait préparé un doctorat à l'université de Columbia, à New York, où il dirigeait le syndicat des étudiants afghans, et on le disait déjà de mèche avec la Central Intelligence Agency (CIA). Steele remarque qu'Amin avait également admis avoir reçu de l'argent des services secrets américains avant la révolution. Braithwaite rapporte que même l'ambassadeur des Etats-Unis Adolph Dubs, après l'avoir rencontré à plusieurs reprises, avait demandé à la CIA s'il s'agissait d'un informateur. Plus vraisemblablement, Amin ne faisait qu'emprunter le chemin foulé par tous les dirigeants afghans : pour gouverner cet Etat-tampon, il fallait naviguer entre les grandes puissances.

Durant la crise de l'année 1979, le gouvernement communiste avait sollicité à treize reprises une intervention militaire soviétique. En retour, Moscou exposait toutes les bonnes raisons de ne pas déployer de forces terrestres. « *Nous avons étudié avec attention tous les aspects de cette action et sommes arrivés à la conclusion que, si l'on faisait intervenir nos troupes, non seulement la situation de votre pays ne s'améliorerait pas, mais elle s'aggraverait* », déclarait alors un responsable soviétique.

Mais le meurtre de Taraki change la donne. Le 40e corps de l'Armée rouge arrive en Afghanistan en décembre 1979 avec pour mission non pas d'aider Amin, mais de l'assassiner. Le 27, les forces spéciales soviétiques attaquent le palais présidentiel et tuent le président, en poste depuis seulement cent quatre jours. Dirigeant de substitution choisi par les Soviétiques, Babrak Karmal appartient à l'aile modérée du PDPA. Mais, à la fois lunatique et paranoïaque, il manifeste un penchant pour la boisson qui aggrave encore son incompetence.

Malgré l'envoi par les Soviétiques de techniciens et de conseillers civils idéalistes, Karmal ne parvient pas à gagner l'allégeance des musulmans ruraux, de sorte que la capacité d'action de l'Etat demeure limitée. Pour ne rien arranger, depuis juillet 1979, les Etats-Unis arment les sept partis des moudjahidins, farouchement opposés au PDPA. Grassement financée par le gouvernement saoudien et fournie clandestinement par Washington à l'initiative de la CIA, cette aide militaire est administrée par les services de renseignement pakistanais. Moscou et Washington pensaient que l'intervention durerait six mois, que la population afghane — au moins dans les villes — réserverait un bon accueil aux Russes et se réjouirait de la fin du règne d'Amin. Les Russes s'enlisent pourtant dans une guerre qui durera neuf ans.

Nombre de militaires soviétiques croient sincèrement à leur « devoir international » — tout comme certains Américains perçoivent actuellement leur guerre en Afghanistan comme une aide salutaire fournie à un pays arriéré en proie à une authentique menace terroriste. A l'image de leurs homologues des Etats-Unis, les troupes d'URSS engagées en Afghanistan appartiennent surtout à la classe ouvrière et viennent majoritairement des campagnes et des petites villes ; seules les forces aériennes, le KGB et les unités médicales pouvaient compter sur des soldats issus des couches plus favorisées de la société russe.

Le véritable objectif du 40e corps de l'Armée rouge était de gagner les cœurs et les esprits. Il n'y est pas parvenu : quand les forces terrestres des gouvernements soviétique et afghan sont mises en difficulté par leurs adversaires, l'aviation et l'artillerie interviennent ; et lorsque les moudjahidins tirent depuis l'intérieur des villages, ces derniers sont bombardés et détruits. Braithwaite dément les allégations concernant l'utilisation par les Soviétiques d'armes chimiques ou de jouets piégés : contrairement à ce qu'affirmait le discours de guerre froide des années 1980, leur brutalité envers les civils ne constituait pas un objectif, mais l'un des effets prévisibles et inexcusables de leur politique.

L'Armée rouge a jugé des centaines de ses soldats pour des crimes allant du viol au meurtre, de la consommation de drogue au vol. Pourtant, elle n'a pas pu ou pas voulu contenir les mauvais traitements du Khad (service de renseignement) : environ huit mille Afghans ont été exécutés par le gouvernement PDPA et plusieurs milliers d'autres, emprisonnés et violentés.

« Saigneurs » contre négociateurs

Quand, en 1985, M. Mikhaïl Gorbatchev est nommé à la tête du Parti communiste de l'Union soviétique, le pouvoir est convaincu de la nécessité d'un retrait d'Afghanistan. Une vaste campagne contre la guerre, menée par les familles de soldats, les vétérans et même des officiers en poste, pousse Moscou dans cette direction. La perestroïka et la glasnost (4) sont dans l'air et, en Afghanistan, Najibullah, qui vient d'être nommé président de la République, s'éloigne de plus en plus du marxisme-léninisme au profit d'un nationalisme pragmatique. En 1988, il rebaptise le PDPA du nom de Watan (« Patrie »). A la fin de son mandat, il envisage même de confier le poste de ministre de la défense au commandant Massoud.

Ces inflexions, sensibles depuis le départ de Karmal et l'ascension de Najibullah, participent d'une politique officielle appelée « réconciliation nationale ». Dans son ouvrage *A Long Goodbye*, l'historien Artemy Kalinovsky offre un bon aperçu de ses aspects diplomatiques. « *De 1985 à 1987, écrit-il, la politique afghane de Moscou était guidée par la volonté de mettre un terme à la guerre sans essuyer de défaite. Gorbatchev s'inquiétait presque autant que ses prédécesseurs des dégâts qu'un retrait hâtif pourrait causer au prestige soviétique, particulièrement auprès de ses partenaires du tiers-monde. Pourtant, il s'était également engagé à terminer la guerre, et son Politburo le soutenait dans ce sens. Cela impliquait de chercher de nouvelles approches pour mettre en place à Kaboul un régime viable, qui puisse perdurer après le départ des troupes soviétiques (5).* »

Pour réussir, la politique de « réconciliation nationale » nécessite la coopération des Etats-Unis, premiers protecteurs des moudjahidins. Malheureusement pour l'Afghanistan et pour les Soviétiques, l'administration Reagan était alors divisée entre les *bleeders* (« saigneurs ») et les *dealers* (« négociateurs »). Le secrétaire d'Etat George Shultz comptait parmi les principaux *dealers*, partisans d'un compromis avec l'URSS. Leur position était simple : si l'Armée rouge se retirait d'Afghanistan, les Etats-Unis devaient cesser d'aider les moudjahidins. Mais les *bleeders*, très présents au sein de la CIA et du « lobby afghan » au Congrès américain, ne l'entendaient pas ainsi : ils conditionnaient la fin de l'aide aux moudjahidins à l'arrêt pur et simple de toute forme de soutien soviétique au gouvernement de Najibullah. Ce sont eux qui eurent finalement gain de cause.

En février 1989, le dernier char soviétique traverse le pont de l'Amitié, au nord du fleuve Amou-Daria. Toutefois, Moscou continue d'aider Najibullah, et le gouvernement afghan prend tout le monde par surprise quand, en mars 1989, ses troupes, qui combattent désormais seules, brisent le siège moudjahidin de Jalalabad, à proximité de la frontière pakistanaise. Si les insurgés étaient parvenus à prendre cette ville, Kaboul aurait été leur prochain objectif. Par la suite, les sept partis moudjahidins, malgré leur superbe technique militaire, restent fragmentés et stratégiquement incohérents.

Selon Braithwaite, Edouard Chevardnadze, qui ne voulait pas être le premier ministre soviétique des affaires étrangères à subir une défaite, fut le plus fervent soutien de Najibullah. Il était persuadé que les Afghans pourraient combattre indéfiniment grâce à un flux de pétrole et d'armes en provenance de l'URSS. De fait, Najibullah a pu tenir trois années de plus. Mais, fin 1991, quand Boris Eltsine écarte M. Gorbatchev et que l'URSS s'effondre, l'aide vitale s'interrompt.

Citadins
modernistes,

paysans conservateurs

La défaite soviétique en Afghanistan n'a pas, comme on l'a souvent pensé, provoqué la fin de l'Union soviétique. C'est même l'inverse qui s'est produit. Ainsi que l'expliquait récemment l'hebdomadaire *The Economist*, «le système soviétique s'est effondré quand les principaux responsables ont décidé de monnayer leurs privilèges et de les transformer en propriété (6)». La chose faite, avec Eltsine au pouvoir, le régime de Najibullah s'est écroulé. A en croire Braithwaite, Eltsine, en tant que président de la Russie, aurait noué des contacts secrets avec les moudjahidins dès avant la chute de M. Gorbatchev. D'ailleurs, sitôt les approvisionnements russes interrompus, M. Abdul Rachid Dostom, l'un des principaux généraux de Najibullah, passait dans le camp des rebelles (7).

Le président est finalement renversé en avril 1992. Divers groupes de guerriers saints et de fanatiques ethno-nationalistes déferlent sur Kaboul. Après une très courte expérience de gouvernement conjoint, les factions entrent en conflit, tandis que les derniers membres du PDPA fuient le pays ou entrent dans la clandestinité. Najibullah tente de gagner Moscou, mais les hommes de M. Dostom l'empêchent d'atteindre l'aéroport.

Au cours des quatre années qui suivent, Kaboul sombre dans la barbarie. Les groupes moudjahidins en guerre plongent le pays dans les ténèbres, au sens propre comme au figuré : les réverbères et les lignes de courant des bus électriques sont saccagés ; les services publics cessent de fonctionner. Les combats entre factions couvrent la moitié de la ville, et l'on estime à cent mille le nombre de tués, pour la plupart des civils. Najibullah, lui, reste enfermé dans une enceinte des Nations unies. Quand les talibans prennent finalement la ville, en 1996, ils capturent l'ancien président, le battent, le torturent et le castrent avant de le fusiller. Son cadavre est traîné dans les rues, puis pendu à un réverbère.

Tandis que les forces de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) occupent désormais l'Afghanistan, on trouve encore des portraits de Najibullah dans les rues de Kaboul. Pourquoi ? Aujourd'hui comme hier, la guerre oppose non seulement les envahisseurs et les Afghans, mais aussi les Afghans eux-mêmes : les populations des villes, favorables à la modernisation (même à marche forcée), et celles des campagnes, opposées au changement.

Autre analogie : chaque force peut compter sur de puissants alliés étrangers. Durant la guerre froide, les Soviétiques soutenaient Kaboul, tandis que les Etats-Unis et le Pakistan appuyaient les rebelles ; aujourd'hui, d'autres préoccupations conduisent les Etats-Unis à défendre les aspirants reconstructeurs de Kaboul (dont la plupart sont ceux-là mêmes qui travaillaient pour Najibullah), tandis que le Pakistan, vassal favorisé et allié théorique de l'Amérique, continue de soutenir les rebelles religieux et traditionalistes.

Il existe une classe de citoyens afghans pour laquelle la question politique centrale a toujours été : « Peu importe l'idéologie, est-ce que j'aurai l'électricité ? » Ces gens, qui ont cherché à étendre la mainmise de Kaboul sur les campagnes, ont été, depuis les années 1920, systématiquement confrontés à une opposition violente. Leur étendard fut d'abord la monarchie constitutionnelle, puis la république présidentielle, le socialisme à la soviétique, enfin le nationalisme ultime de Najibullah. Désormais, ils font l'expérience de la démocratie libérale extrêmement imparfaite imposée par l'OTAN. Sans surprise, les anciens communistes sont toujours modernisateurs, et on les retrouve aux postes les plus élevés de ce qui porte le nom de gouvernement afghan.

C'est sans doute pour toutes ces raisons qu'on affiche encore des portraits de « Najib » à Kaboul : sa vision du monde, en dépit de tous ses défauts, incluait l'électricité. Hélas ! celle-ci ne peut pas être acheminée par la guerre.

CHRISTIAN PARENTI

Journaliste. Une version de cet article a été publiée dans *The Nation* (New York),
le 7 mai 2012.

- (1) Lire René Vermont, « **L'Afghanistan face à l'U. R. S. S. et aux Etats-Unis** », *Le Monde diplomatique*, août 1967, disponible sur le DVD-ROM [<http://www.monde-diplomatique.fr/dvdrom>] des archives du *Monde diplomatique*, 1954-2011.
- (2) Cet article repose notamment sur les informations présentées par Rodric Braithwaite, ambassadeur britannique à Moscou de 1988 à 1992, dans *Afgantsy : The Russians in Afghanistan, 1979-89*, Oxford University Press, 2011, et par l'ancien journaliste du *Guardian* Jonathan Steele dans *Ghosts of Afghanistan : The Haunted Battleground*, Portobello Books, Londres, 2012. Les références aux travaux de ces deux auteurs renvoient à ces ouvrages.
- (3) Lire Jean-Alain Rouinsard et Claude Soulard, « **Les premiers pas du socialisme en Afghanistan** », *Le Monde diplomatique*, janvier 1979, DVD-ROM [<http://www.monde-diplomatique.fr/dvdrom>] d'archives, *op. cit.*
- (4) Perestroïka (« restructuration ») : ensemble de réformes entreprises sous la direction de M. Gorbatchev ; glasnost (« transparence ») : politique de liberté d'expression et d'information adoptée à la même période.
- (5) Artemy Kalinovsky, *A Long Goodbye : The Soviet Withdrawal from Afghanistan*, Harvard University Press, Cambridge, 2011.
- (6) « **The long life of Homo sovieticus** [<http://www.economist.com/node/21541444>] », *The Economist*, Londres, 10 décembre 2011.
- (7) Lire Selig S. Harrison, « **L'Afghanistan s'installe dans la fragmentation** », *Le Monde diplomatique*, janvier 1992, DVD-ROM [<http://www.monde-diplomatique.fr/dvdrom>] d'archives, *op. cit.*

Mot clés: Islam Histoire Communisme Fondamentalisme Guerre d'Afghanistan 1979-1989 URSS Afghanistan États-Unis (affaires extérieures)